

Péto-Canada—Loi

renseignements confirmant son hypothèse selon laquelle le monde était surchargé de pétrole à l'heure actuelle. Il est entièrement faux que le pétrole deviendra de plus en plus rare et de plus en plus cher au cours des années. En fait, si je puis résumer cet article en quelques mots, nous ne manquons nullement de pétrole.

J'aimerais poser au ministre la question suivante: que se passera-t-il si le prix du pétrole au Canada est fixé, par exemple, à \$8.50 le baril et que le prix mondial tombe à \$4 le baril? L'Est du Canada est-il prêt à payer un prix si élevé? Puis j'aimerais poser la même question à l'envers. Si le prix mondial passait à \$10 le baril, quel est le niveau minimum auquel le gouvernement pourra fixer ses prix au Canada tout en maintenant la prospection et l'exploitation au rythme voulu pour maintenir la sécurité des approvisionnements dans notre pays? Telles sont les questions que nous devons poser au gouvernement. Rien n'y répond dans le bill à l'étude qui propose seulement de créer une monstruosité, un gouffre qui va avaler tous les dollars des contribuables. Ce gouffre avalera l'argent des contribuables car tout prouve suffisamment que dans ce domaine où les risques sont très élevés il est indispensable d'avoir du savoir-faire de la compétence et des capacités de gestion.

Je ne peux croire qu'une société comme Air Canada ou Radio-Canada—je ne critique pas en ce moment ces deux organismes, je me contente d'établir une comparaison—réussirait dans un domaine comme l'industrie pétrolière où la concurrence est très forte, elle ne ferait qu'augmenter les impôts payés par le Canadien moyen. Pendant que cette nouvelle société de la Couronne gaspillera encore plus l'argent des contribuables, le prix de l'essence augmentera.

Monsieur l'Orateur, dans bien des cas, nombre de bills contre lesquels l'opposition s'élève sont partiellement valables. Dans le cas présent, je n'hésite pas à dire, et je suis à la Chambre depuis 1958, que la mesure présentée actuellement ne comporte rien de bon. Elle coûtera probablement aux contribuables des sommes absolument hors de proportion avec les services rendus.

M. Dionne: Stupidité!

M. Woolliams: Le député vient de parler de stupidité. Il a l'habitude de faire des observations de ce genre—c'est d'ailleurs à peu près la seule chose qu'il sache faire. Il s'apercevra, lorsque la société sera constituée, que j'avais raison. S'il peut me nommer une société de la Couronne, qui rivalise en efficacité avec le secteur privé, particulièrement dans ce domaine à risques élevés, je voudrais qu'il se lève et la nomme, je suis tout prêt à l'écouter.

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, une fois de plus, nous gaspillons le temps précieux de la Chambre dans un débat sur un bill que l'on n'aurait jamais dû présenter. Pendant que des groupes dissidents de travailleurs rançonnent le pays, les uns après les autres, nous discutons pour savoir si nous devons adopter une loi permettant au gouvernement de concurrencer les sociétés pétrolières au Canada. Nous ferions mieux de chercher comment renvoyer les gens au travail ou comment juguler une inflation galopante.

Toutefois, le bill est déposé et son adoption ne fait aucun doute, puisque le gouvernement est majoritaire. Il ne sert à rien d'espérer que les députés de l'autre côté de la Chambre voteront selon leur conscience à l'étape du vote final. Ils voteront comme ils l'ont toujours fait, c'est-à-dire selon le bon vouloir des dirigeants. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, mes propos auront sans doute peu d'in-

[M. Woolliams.]

fluence sur le résultat final. En tout cas, j'ai l'intention de faire connaître mon opinion et de dévoiler les intentions réelles du gouvernement concernant cette prétendue société nationale des pétroles.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre, surtout ceux de l'opposition officielle, pressent le gouvernement depuis des années de définir une politique nationale de l'énergie et de nous la faire connaître si jamais il en a une. Notre attente a été vaine, comme l'a été celle de résultats sur d'autres questions importantes. Le harsard est plein de discours où nous de l'opposition officielle avons saisi chaque occasion de porter la question à l'attention de la Chambre et du gouvernement.

● (1530)

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) devait maintenant savoir que nous aurions appuyé d'emblée le gouvernement s'il avait présenté une politique nationale de l'énergie. Toutefois, monsieur l'Orateur, le bill C-8 est loin d'être une politique nationale de l'énergie ou même un pas dans cette voie. Il s'agit simplement d'une nouvelle supercherie, d'une nouvelle tentative pour s'accaparer d'autres pouvoirs et constituer une autre section au sein d'une bureaucratie qui compte déjà un trop grand nombre de hauts fonctionnaires.

Aux termes du bill C-8, le gouvernement tente encore de créer un douillet refuge pour les candidats libéraux défaits et les fidèles partisans. Les allégations de ce genre sont fondées, étant donné les autres agences créées par le gouvernement actuel depuis que je siége à la Chambre. D'excellents postes fort lucratifs ont été créés depuis quelques années pour les partisans libéraux. Lorsqu'on songe aux pouvoirs que détiennent également certains d'entre eux, on comprend alors pourquoi les députés de ce côté-ci de la Chambre se méfient des mesures qui visent à créer d'autres agences inutiles.

Certaines des déclarations que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a faites le 12 mars dernier, pour gagner notre appui au bill C-8, m'ont laissé quelque peu perplexe et inquiet. Quiconque a entendu son discours à la Chambre s'est sans doute demandé si le ministre ne s'était pas par hasard trompé de discours, voire d'auditoire. En effet, à peine avait-il commencé son discours qu'il déclarait tout bonnement que le bill est «un élément des plus importants de l'effort de planification à long terme, entrepris par le gouvernement pour faire en sorte que nos approvisionnements en énergie soient suffisants pour satisfaire aux besoins du pays.» Comme propos à double entente, on ne fait pas mieux, monsieur l'Orateur! Ce qu'il a dit, c'est ce que je dirais moi-même si je voulais faire comprendre que je m'efforce d'élaborer une politique nationale de l'énergie. Aussi, on me pardonnera si j'en déduis que le ministre a effectivement élaboré une politique nationale de l'énergie. Mais quelle est donc exactement cette politique? Quand donc le ministre jugera-t-il bon de nous la faire connaître?

Je crois parler au nom de mes collègues en disant que j'attends depuis longtemps de connaître les plans du gouvernement en ce qui a trait à une politique de l'énergie, et s'il en a une à l'heure actuelle, je veux la voir, je veux la connaître et je veux qu'elle soit présentée à la Chambre pour que nous puissions en discuter. Tout ce que j'ai vu jusqu'ici, c'est ce bill, visant à permettre au gouvernement d'établir une société des pétroles qui fera concurrence à l'industrie privée, à la libre entreprise.

Je ne puis accepter la déclaration du ministre, qui prétend que ce bill est, en fait, la pierre angulaire d'une